

Dakhla : La gestion de la question migratoire en Afrique doit procéder de politiques humanistes et multidimensionnelles (panélistes)

Dakhla, 18/03/2017 (MAP)

La gestion de la question migratoire en Afrique doit procéder de politiques humanistes et multidimensionnelles, ont souligné, samedi à Dakhla, les participants à un panel sur "le phénomène migratoire vers l'Europe".

Lors de ce panel, initié dans le cadre du Forum Crans Montana avec la participation de responsables et d'experts de différents pays, les intervenants relevé que la lutte contre la migration clandestine demeure tributaire de la mise en place de stratégies de développement intégré dans les pays d'origine en vue "de favoriser la fixation des candidats potentiels au départ dans leur pays".

Ils se sont attardés, à cette occasion, sur les principales causes de la migration clandestine, notamment en Afrique et en Moyen-Orient, citant, entre-autres, le sous-développement, la pauvreté, les conflits armés, l'instabilité, les catastrophes naturelles et l'absence de perspectives pour les jeunes.

Intervenant à cette occasion, le directeur général de l'Institut Royal des Etudes stratégiques, Mohamed Tawfik Mouline, a mis en avant "le caractère complexe des raisons qui engendrant le phénomène de la migration clandestine", notant que "cette question requiert une approche globale, multidimensionnelle et humanitaire qui préserve la dignité des migrants".

M. Mouline, modérateur du panel, a insisté, dans ce sens, sur l'importance de la coordination internationale et de l'échange d'expériences en matière de politiques migratoires entre les pays, soulignant que le renforcement du développement et de la stabilité en Afrique est "la clé de voûte pour juguler ce fléau".

Il a, par ailleurs, mis en exergue l'expérience marocaine en matière de politique migratoire, soulignant que cette expérience, reconnue à l'échelle internationale, est considéré aujourd'hui comme un modèle en matière d'intégration des migrants et de protection de leurs droits.

De son côté, le directeur de l'agence Habeshia pour la coopération et le développement en Italie, Father Mussie Zerai, a relevé qu' "il n'est plus possible d'appréhender les mouvements migratoires sans évoquer les questions d'intégration et de développement", soulignant la corrélation étroite entre l'accentuation de la migration, d'une part, et les troubles qui surviennent dans différentes régions du monde.

Pour M.Zerai, la gestion de la question migratoire doit reposer sur trois axes, à savoir la "prévention à travers le renforcement du développement dans les pays d'origine, la protection des droits des migrants dans les pays d'accueil et de transit, et l'intégration de ces migrants".

Pour sa part, Mme Yayi Bayam Diouf, présidente du collectif des femmes pour la lutte contre la migration clandestine au Sénégal, a insisté sur le rôle des femmes africaines dans la sensibilisation des jeunes aux dangers de la migration clandestine.

Elle a, par ailleurs, mis l'accent sur l'importance de consolider la bonne gouvernance à l'échelle du continent et d'optimiser la gestion et la valorisation des ressources naturelles pour impulser de véritables dynamiques économiques au profit des jeunes dans les pays dont partent les migrants.

Quant à la ministre des affaires étrangères de la Bosnie-Herzégovine, Igor Crnadak, elle a estimé qu' "il n'y a pas de moyens de juguler la migration clandestine sans réponses humanitaires et de solutions durables dans les pays émetteurs", insistant sur la nécessité d'appuyer ces pays dans un esprit de coopération globale.

D'autres intervenants ont souligné que la gestion de la question migratoire ne saurait être efficace sans des actions de développement volontaristes dans les pays d'origine, plaidant pour le renforcement des campagnes de sensibilisations aux risques de la migration irrégulière et la consolidation de la coopération internationale en la matière.